

# LA DETTE PUBLIQUE, LA DÉMOCRATIE ET LES SERVICES PUBLICS

Table ronde  
Université de Lille  
26/09/2024



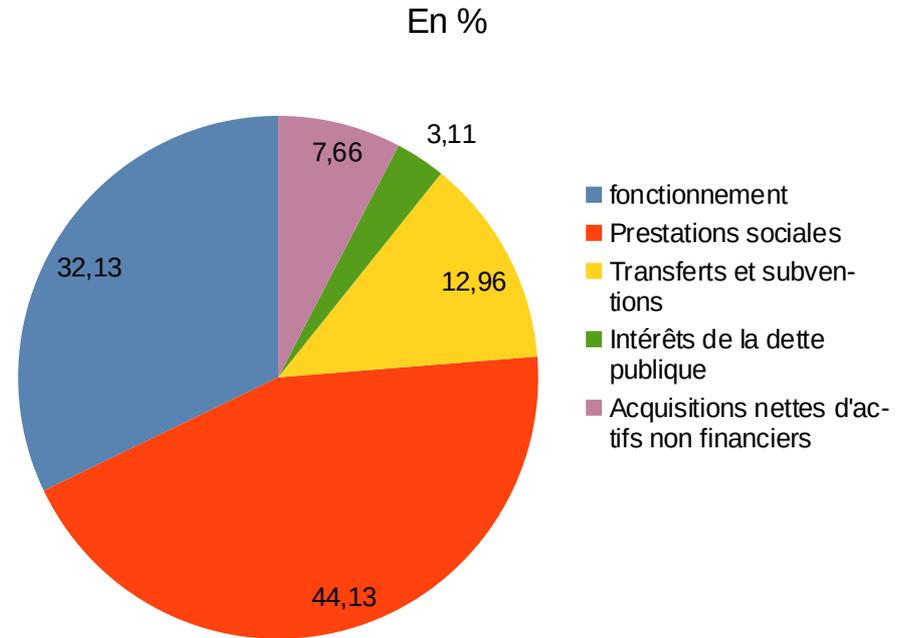
LES SERVICES PUBLICS  
AU SERVICE DE LA SOCIÉTÉ !

**Les dépenses publiques, c'est quoi ?**

**La dette publique, c'est mal ?**

# Nature des dépenses publiques (données 2023)

Type de dépenses	En milliards d'€
fonctionnement	516,8
Prestations sociales	709,9
Transferts et subventions	208,4
Intérêts de la dette publique	50,1
Acquisitions nettes d'actifs non financiers	123,2
<b>Dépenses totales</b>	<b>1 608,5</b>



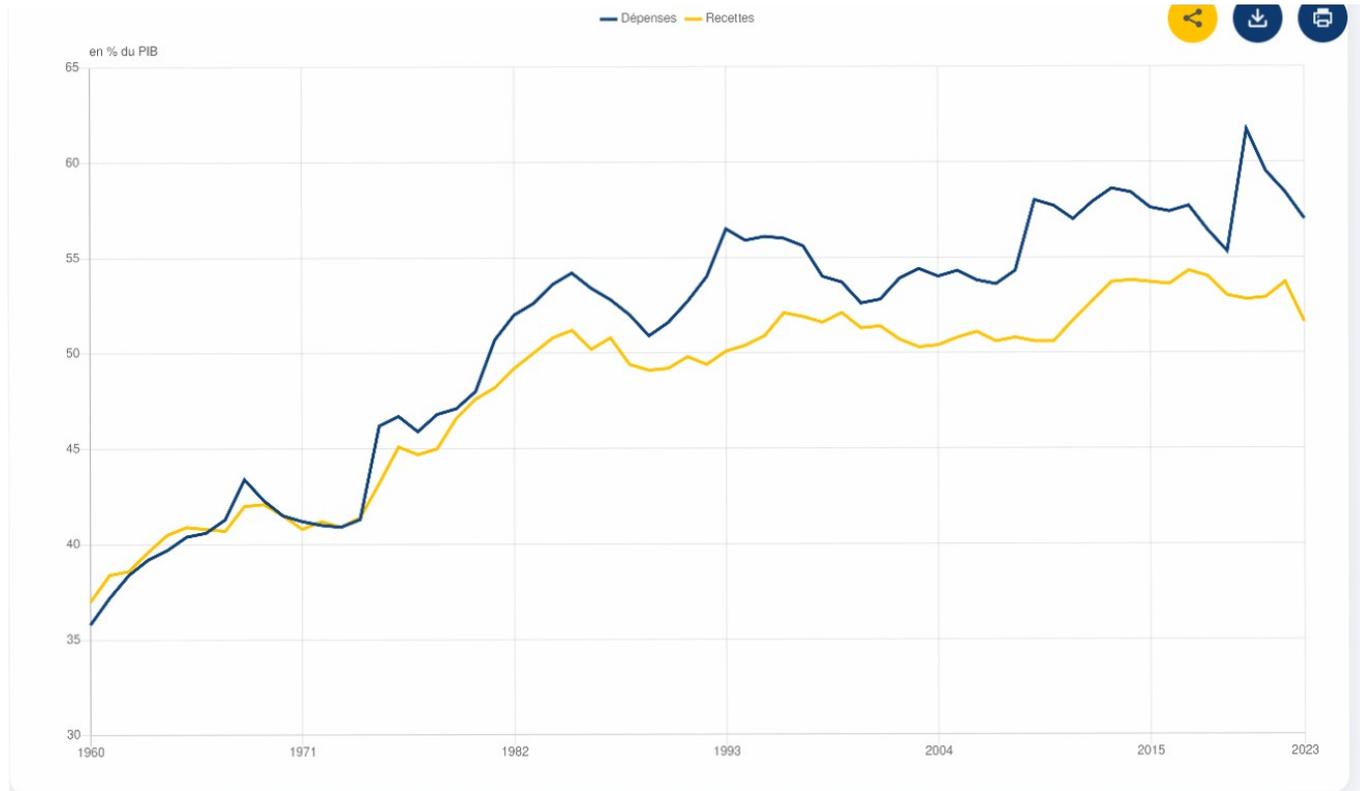
# Détail des DP

- Fonctionnement = masse salariale (67%, soit 21,5 % des DP totales) + autres dépenses des administrations et CT
- Prestations sociales = dépenses Sécu (vieillesse, maladie,...) + CAF + chômage + minima sociaux

# Recettes publiques (2023)

Nature des recettes	Montant en Milliards d'€
Impôts et cotisations sociales	1 280,0
Recettes de production	121,3
Revenus de la propriété	18,7
Autres transferts	34,5
<b>Total</b>	<b>1 454,5</b>

# Evolution recettes et dépenses publiques en France (INSEE)

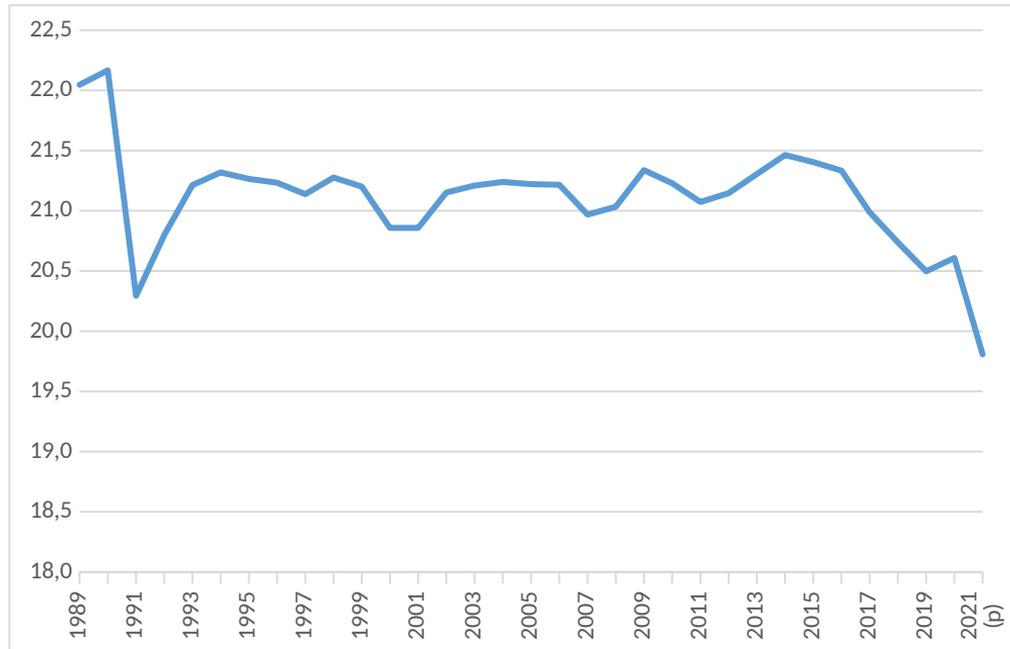


# Raisons de l'augmentation des DP

- Nouveaux besoins sociaux:
  - Croissance de la population et augmentation de l'espérance de vie => nouvelles dépenses en santé ( sécu + hôpitaux et EHPAD) et pour l'autonomie
  - Massification enseignement secondaire et supérieur
  - Mobilité « forcée » (travail, études,...) => besoin d'infrastructures de transport
- Augmentation globale du nombre d'agents publics (passé de 4,8 à 5,4M en 20 ans) mais qui n'a pas suivi la croissance des besoins

# Augmentation DP à relativiser

- baisse emploi public/emploi total



# Dette publique : un problème ?

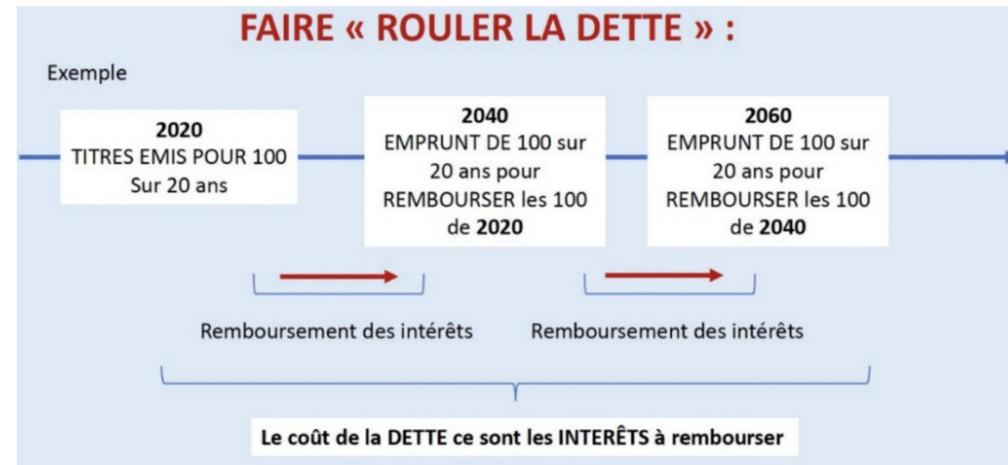
- C'est comme le cholestérol, il y en a de la bonne et de la mauvaise...
- Bonne pour financer des dépenses d'investissement pour l'avenir, qu'on transmet aux générations futures (hôpitaux, écoles,...)
- Mauvaise si elle résulte
  - d'une baisse délibérée des recettes publiques pour diminuer la participation des riches (via réductions d'impôts massives)
  - d'un subventionnement massif des entreprises sans conditionnalité

# Dette publique : les faux débats

- Comparaison Dette/PIB (111,6 % en 2022, 109,9 % en 2023) peu pertinente (stock/flux, ratio de grandeurs différentes).
  - Ratio sensible à l'inflation et à la variation des taux d'intérêts
  - Le montant de la dette publique n'est jamais rapporté aux actifs de l'État (bâtiments publics, infrastructures, musées, théâtres, centres de recherche,...).
- Comparaison à dette privée pas pertinente :
  - (dettes/revenu annuel du foyer) > (DP/PIB) en général . Un « bon père de famille » investit pour le mieux-être de sa famille et son avenir et cela ne pose pas problème
  - pas de limite de vie à l'État a priori, et l'État maîtrise mieux ses revenus

# Dettes publiques : les faux débats (suite)

- DP pas remboursée par générations futures mais par actuelles : l'État peut faire « rouler sa dette »
- DP bénéficie aussi à ceux qui la dénoncent : placement sûr pour les investisseurs financiers



# Réduire la dette publique autrement que par l'austérité budgétaire

- Réduire les DP publiques liées aux subventions aux entreprises attribuées sans condition
  - 169 Mds € en 2019, plus ensuite avec le « quoi qu'il en coûte »
  - Rappel** : bénéfices CAC 40 2021 : 136 Mds (dont 69,4 Mds de dividendes & rachat d'actions)
- Augmenter les recettes de l'État :
  - Lutte contre la fraude fiscale : estimation entre 80 et 100 Mds €/an
  - réduction/suppression de niches fiscales qui ne bénéficient qu'aux (très) riches
  - Réinstaurer l'ISF
  - ...

# Sources et références

- INSEE : Dépenses et recettes publiques
- Portail de la FP : Évolution des effectifs de la fonction publique en 2021
- Note ATTAC – Copernic juin 2023 : Quel est le sens du débat sur la dette publique ?
- Collectif Nos services publics : Rapport sur l'état des services publics, septembre 2023